



IsraËl prive les Palestiniens d'une Ã©ducation adÃ©quate en bloquant les recettes fiscales

Description

L'Ã©ducation palestinienne est dÃ©truite par la politique israÃ©lienne de blocage des recettes douaniÃ©res de l'AutoritÃ© palestinienne.

Par la rÃ©daction d'Al Jazeera, le 13 fÃ©vrier 2026



L'École primaire Zenabia de Naplouse est contrainte de fonctionner trois jours par semaine en raison des coupes budgétaires imposées par les politiques israéliennes [Avec l'autorisation de Combatants for Peace].

Naplouse, Cisjordanie occupée Depuis des décennies, l'école primaire Zenabia offre un environnement d'apprentissage chaleureux aux jeunes élèves ambitieux issus de milieux éducatifs divers dans la ville de Naplouse, au nord de la Cisjordanie.

Mais aujourd'hui, en raison du [blocage depuis des années par Israël des recettes fiscales](#) dues à l'Autorité palestinienne, le système scolaire palestinien est pratiquement en faillite. Comme toutes les administrations d'écoles publiques de Cisjordanie, la directrice de l'école Zenabia, Aisha al-Khatib, lutte pour maintenir ouverte sa petite école publique.

Pendant une grande partie de la semaine, l'école Zenabia est fermée et les enfants errent dans les rues ou restent chez eux. Les fournitures scolaires font cruellement défaut, jusqu'aux manuels scolaires ordinaires qui se réduisent désormais à des « liasses de pages ».

« Nous faisons tout ce que nous pouvons, mais nous n'avons ni le temps, ni le matériel, ni la stabilité nécessaires pour enseigner correctement à nos enfants et les empêcher de traîner

dans les rues Â», explique al-Khatib. Â« Et câ??est le cas partout en Cisjordanie. Â»

Cibler lâ??Ã©ducation des enfants palestiniens, dit-elle, Â« revient Ã dÃ©truire la nation Â».

Sous la direction du ministre des Finances dâ??extrÃªme droite Bezalel Smotrich, IsraÃ«l a systÃ©matiquement retenu, au cours des deux derniÃ¨res annÃ©es, des milliards de dollars de recettes fiscales quâ??il perÃ©roit pour le compte de lâ??AutoritÃ© palestinienne (AP). Cette mesure vise en partie Ã punir lâ??AP pour sa politique de longue date consistant Ã verser des allocations aux familles des Palestiniens emprisonnÃ©s par IsraÃ«l pour avoir rÃ©sistÃ© Ã lâ??occupation, mÃªme aprÃªs lâ??annonce par lâ??AP, au dÃ©but de lâ??annÃ©e derniÃ¨re, de la rÃ©forme de ces politiques.

Les services publics ont subi de sÃ©vÃ¨res coupes budgÃ©taires, qui affectent les salaires des fonctionnaires, des agents sanitaires et des policiers.

Mais câ??est sans doute dans le secteur de lâ??Ã©ducation que cette crise budgÃ©taire se fait le plus sentir.

Ã Zenabia et ailleurs en Cisjordanie, les Ã©coles publiques ne sont actuellement ouvertes que trois jours par semaine au maximum. Les enseignants sont confrontÃ©s Ã de longues pÃ©riodes sans salaire, et lorsquâ??ils sont payÃ©s, ils ne reÃ©voient quâ??environ 60 % de ce quâ??ils gagnaient auparavant, ce qui entraÃªne des grÃªves.

Les effets de ces coupes budgÃ©taires dans lâ??Ã©ducation se font sentir les jours oÃ¹ lâ??Ã©cole est ouverte. Le temps de classe est tellement rÃ©duit Ã Zenabia que les enseignants se concentrent presque exclusivement sur lâ??enseignement des mathÃ©matiques, de lâ??arabe et de lâ??anglais, les matiÃ¨res telles que les sciences Ã©tant pratiquement supprimÃ©es.

Selon les enseignants, cela pourrait entraÃªner des lacunes Ã©ducatives durables pour toute une gÃ©nÃ©ration dâ??Ã©lÃ¨ves palestiniens.

Â« En tant que directeur de lâ??Ã©cole, je sais que [les Ã©lÃ¨ves] ne sont pas [au] mÃªme niveau [Ã©ducatif] quâ??auparavant Â», dÃ©clare M. al-Khatib.

Â« Nous sommes toujours absents de lâ??Ã©cole Â»

Passant la plupart de ses journÃ©es hors de lâ??Ã©cole, Zaid Hasseneh, 10 ans, Ã©lÃ¨ve brillant, essaie dâ??amÃ©liorer son anglais en cherchant des mots sur Google Translate. Zaid rÃªve dâ??aller un jour Ã lâ??universitÃ© aux Ã©tats-Unis, dans lâ??espoir de devenir mÃ©decin.

Â« Je veux que mon fils grandisse en sâ??ouvrant Ã la culture, et quâ??il ne se contente pas de mÃ©moriser ce quâ??il apprend Ã lâ??Ã©cole Â», explique sa mÃªre, Eman. Â« Non, je veux que ses connaissances culturelles se dÃ©veloppent, se diversifient et sâ??enrichissent. Â»

Eman aide Zaid dans ses Ã©tudes quand elle le peut, mais elle est occupÃ©e Ã subvenir aux besoins financiers de la famille depuis que son mari a perdu son emploi en IsraÃ«l. Avant le dÃ©but de la guerre entre IsraÃ«l et Gaza en 2023, le mari dâ??Eman travaillait Ã Tel-Aviv comme mÃ©canicien.

Après la révocation de son permis de travail par Israël, qui a également touché quelque 150 000 autres Palestiniens de Cisjordanie, il n'a pas réussi à trouver un nouvel emploi. Eman travaille désormais dans une usine de halawa et est la seule source de revenus de la famille.

« Je rentre fatigué du travail, mais je dois continuer à suivre [Zaid] rigoureusement », explique Eman. « Je lui dis : « Le plus important, c'est d'étudier. Étudier est essentiel dans la vie. » »

Mais Eman réalise quel point elle est limitée pour aider son fils dans ses études. « Le professeur sait une chose, mais je ne sais pas comment l'expliquer », explique Eman. « Et maintenant, les livres [qu'ils reçoivent à l'école] ne sont plus des livres complets. Ce sont des liasses. Les livres normaux comptent 130 pages, mais ceux-ci n'en comptent que 40 ou 50. »

Pour aggraver la pénurie de ressources scolaires, les écoles et leurs familles décrivent des horaires irréguliers qui rendent l'apprentissage cumulatif presque impossible. « La routine de toute la famille est affectée », explique Eman.

Même Zaid passe désormais souvent ses journées dans la rue plutôt qu'à étudier en classe, ou bien sur son téléphone à jouer à des jeux en ligne.

C'est le cas de la plupart des écoles aujourd'hui.

Muhammad et Ahmed al-Hajj ont rejoint Zenabia il y a quatre ans, alors qu'ils avaient six ans, après avoir été victimes de harcèlement extrême dans une autre école. Ils ont appris à aimer leur nouvelle école et l'environnement familial qu'elle leur offre. Mais les jumeaux passent désormais la plupart de leur temps sur leur téléphone. Leurs parents peinent à gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins, ils sont laissés seuls à la maison les jours sans école.

« Ce n'est pas bon du tout. Nous sommes toujours absents de l'école », explique l'un des jumeaux. « Le programme est loin d'être complet, et nous essayons d'étudier autant que possible, mais cela ne nous suffit pas. »

Certaines familles ont inscrit leurs enfants dans des écoles privées, mais peu peuvent se le permettre. « Mon salaire [mensuel] est de 2 000 shekels [650 dollars] », explique Eman Hassaneh. « Environ 1 000 shekels sont consacrés au loyer. 500 autres shekels sont consacrés aux factures. Il ne reste que très peu pour la nourriture. Je ne peux pas prendre en charge son éducation. »

Départs d'enseignants et décrochage scolaire croissant

Collectivement, les coupes budgétaires de plusieurs milliards de dollars opérées par l'Autorité palestinienne depuis plusieurs années réduisent à la fois la fréquentation scolaire et le nombre d'enseignants.

« Beaucoup d'enseignants ont quitté leur poste dans les écoles pour aller travailler dans des usines, car ils ne gagnent pas assez », explique al-Khatib. « Et ils ont le sentiment de ne pas pouvoir apporter aux écoles ce dont ils ont besoin. »

Tamara Shtayeh, enseignante à Zenabia, n'enseigne plus aujourd'hui que les mathématiques, l'anglais et l'arabe en raison de la réduction des financements. « En tant qu'enseignante, la solution des trois jours est une mauvaise solution, car elle ne couvre pas le minimum d'éducation nécessaire », dit-elle. « Ni pour les élèves, ni pour les enseignants. »

En raison de la réduction de son salaire, Mme Shtayeh, mère de trois filles, vend des produits en ligne pour subvenir aux besoins de sa famille. Mère la directrice de l'école, Mme al-Khatib, affirme qu'elle ne peut désormais envoyer qu'une seule de ses deux filles à l'université, l'autre devant rester à la maison.

Les heures de cours sont encore réduites car les soldats israéliens effectuent régulièrement des raids dans les environs, fermant l'école à chaque fois. La crise s'étendant depuis des années maintenant, Shtayeh sent un fossé générationnel se creuser entre la génération précédente, qui bénéficiait de cinq jours d'école, et celle-ci, qui n'en bénéficie que de la moitié environ.

Shtayeh et al-Khatib s'inquiètent du manque de routine dans la vie des enfants. Pour chaque élève comme Zaid, déterminer de poursuivre ses études malgré les circonstances, de nombreux autres abandonnent complètement le système scolaire.

Non loin de Zenabia, Talal Adabiq, 15 ans, passe désormais ses journées à vendre des bonbons et des boissons pendant huit heures par jour dans les rues de Naplouse.

« Je n'aime pas vraiment l'école », explique Talal. « Je préfère travailler. »

Il y a environ un an, Talal a annoncé à ses parents qu'il voulait abandonner l'école. Ceux-ci souhaitent qu'il poursuive ses études, mais il leur a répondu qu'il ne voyait plus l'intérêt d'aller à l'école, et il a invoqué l'emploi du temps irrégulier de l'établissement pour étayer son argument.

Souhaitant aider financièrement sa famille en difficulté, Talal a ensuite quitté l'école al-Kindi. Il gagne désormais « environ 40 à 50 shekels par jour » (13 à 16 dollars) en vendant des marchandises dans la rue.

Alors qu'il vend des sucettes et d'autres bonbons un mardi après-midi, plusieurs adolescents l'observent à proximité. Ils disent qu'ils sont encore à l'école, mais en ce jour de congé imposé par le budget, certains entre eux plaisantent sur le fait qu'il serait « amusant » de ne plus aller à l'école du tout.

Talal, quant à lui, élude les questions sur ce que l'abandon scolaire présage pour son avenir. « Si Dieu le veut, les choses iront mieux », dit-il. « Je ne sais pas comment. »

Selon les estimations des éducateurs et des représentants de l'Autorité palestinienne, environ 5 à 10 % des élèves ont abandonné l'école en Cisjordanie au cours des deux dernières années.

« Nos enfants méritent une chance dans la vie »

Alors que des coupes budgétaires massives secouent le secteur de l'éducation, l'Autorité palestinienne peine à trouver des solutions à mesure que ses difficultés budgétaires s'aggravent et que les enseignants sont confrontés à des menaces, à la violence et à des démolitions de la part des soldats israéliens, des colons et de l'administration civile israélienne.

Même avant le début de la guerre à Gaza, le secteur scolaire était confronté à diverses crises, avec des grèves fréquentes des enseignants, ainsi que des attaques israéliennes contre les infrastructures scolaires et les enfants sur le chemin de l'école, avec [au moins 36 démolitions de 20 écoles](#) entre 2010 et 2023.

Mais les [attaques systématiques contre l'éducation](#) s'intensifient désormais. Selon Ghassan Daghlis, gouverneur de Naplouse, rien que dans son district, trois écoles ont été attaquées au cours des deux derniers mois par des colons. Le mois dernier, à Jalud, non loin de Ibbat, [des colons ont incendié une école](#). La recrudescence de la violence traumatise les élèves et leur fait craindre d'aller à l'école, explique M. Daghlis.

« Ces trois derniers mois, la plupart des invasions visant des habitations dans le district de Naplouse ont pris pour cible des enseignants. Ils emmènent l'enfant avec un de ses parents. Ils les soumettent à un interrogatoire pendant plusieurs heures », explique le gouverneur. « Dans quel état psychologique se trouvent les élèves après ces interrogatoires ? »

Selon les estimations de l'Autorité palestinienne, plus de 84 000 élèves de Cisjordanie ont vu leur scolarité perturbée par des incidents tels que des attaques de colons, des raids militaires et des démolitions d'écoles. Plus de 80 écoles accueillant environ 13 000 élèves sont menacées de démolition totale ou partielle par les autorités israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupée. Rien qu'entre juillet et septembre 2025, plus de 90 incidents liés à l'éducation ont été recensés en Cisjordanie.

Dans la zone C, qui représente 60 % de la Cisjordanie et est sous contrôle militaire israélien total, les élèves des villages isolés doivent parfois marcher plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école, où ils sont régulièrement victimes de harcèlement ou d'attaques de la part des colons et des soldats. On observe une tendance à la hausse des [avant-postes de colons](#) déployés près des écoles.

« Il ne s'agit pas d'actes individuels commis par quelques colons violents », explique Mahmoud al-Aloul, vice-président du comité central du Fatah, le parti politique au pouvoir dans l'Autorité palestinienne. « Il s'agit plutôt d'une politique générale soutenue par l'occupant. »

En 2025, selon Daghlis, 19 élèves ont été tués par des tirs de l'armée israélienne dans le seul gouvernorat de Naplouse. Au total, 240 ont été blessés.

Les responsables de l'éducation affirment que plus la crise persiste, plus son impact à long terme sera important, car l'attrition des enseignants, l'interruption de l'apprentissage et l'augmentation du taux d'abandon scolaire s'aggravent avec le temps.

« La poursuite de la crise risque d'entraîner une érosion institutionnelle à long terme, dans laquelle les solutions temporaires deviendront permanentes et le régime sera moins en mesure de rétablir son niveau antérieur de qualité, d'efficacité et de justice », explique Refaat Sabbah, président de la Campagne mondiale pour l'éducation.

« Sauver l'éducation aujourd'hui n'est pas un choix sectoriel, mais une nécessité stratégique pour protéger la société et son avenir. »

Pour Eman Hassaneh, cela signifie préserver les espoirs et les rêves d'avenir de son fils Zaid. « Nous espérons que tous ces obstacles à l'éducation n'auront pas d'incidence sur nos enfants et leur passion pour l'apprentissage », dit-elle.

« Nos enfants méritent une chance dans la vie. »

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [Al Jazeera](#)

date créée
2026/02/13